

ON NOUS ÉCRIT

Hugo Chávez: ange (socialiste) ou démon (capitaliste d'État)?

Notre Une du mois d'avril, après le décès d'Hugo Chávez, a suscité un débat légitime. Dans notre numéro de mai 2013 (n° 122), Dan Gallin a décrit le chavisme comme une «expérience bonapartiste dans l'histoire du Venezuela». Pour poursuivre le débat, nous publions ici la réponse de Hans-Peter Renk.

Le défunt président vénézuélien Hugo Rafael Chávez Frías n'était certes pas le dirigeant infaillible de la révolution latino-américaine. Mais fallait-il vraiment que «Pages de gauche» (PdG) se joigne post mortem au chœur de ses détracteurs?

En 2003, PdG saluait l'échec du putsch militaro-patronal d'avril 2002 contre le gouvernement bolivarien. En 2007, visagé à 180 degrés, sur la base d'un article paru dans «Charlie Hebdo». Mais à l'époque, sous la direction de Philippe Val, «Charlie Hebdo» avait passé de sympathies alter-mondialistes à la social-médiocratie conformiste. Cela lui valut une lettre ouverte, dont voici un extrait: «Pourquoi ce besoin compulsif des ex-journaux de gauche d'assimiler toute contestation de l'ordre néo-libéral par un gouvernement à du stalinisme en puissance?» (Venezuela: appel à «Charlie Hebdo», www.acrimed.org).

Pourtant, le bilan de Hugo Chávez ne semble pas si négatif: lors des élections présidentielles d'octobre 2012, Hen-

rique Capriles Radonski (HCR) - candidat de l'opposition anti-chaviste - dénonçait le «capitalisme d'État» du gouvernement bolivarien et promettait en même temps de maintenir les missions (santé, éducation, logement, etc.) créées par ce même gouvernement. Mais HCR pensait peut-être qu'au Venezuela comme ailleurs, selon une formule célèbre de Charles Pasqua, les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient...

Quelques réflexions rapides:

- Dan Gallin cite un accord conclu récemment entre les syndicats UNT et CTV. Son texte stipule-t-il par exemple l'incompatibilité entre défense des intérêts ouvriers et bloc politique avec la droite et l'association patronale FEDECAMARAS (contrairement à ce que fit la direction de la CTV juste avant le coup d'État d'avril 2002)? Pour mémoire, le président mis en place par les putschistes, le 11 avril 2002, était le président de FEDECAMARAS, Pedro Carmona...

- Lors du «Caracazo» (soulèvement populaire contre les plans d'austérité du FMI, le 27.2.1989; bilan de la répression: plusieurs centaines de morts, 3000 selon certaines sources), Acción Democrática (AD) - section vénézuélienne de l'Internationale socialiste (IS) - était au pouvoir (présidence de Carlos Andrés Pérez). L'IS a-t-elle alors sanctionné AD ou «observé de Conrart le silence prudent»?

- Après le soulèvement militaire bolivarien du 4.2.1992 (4F), José Vicente Rangel Vale - candidat du MIR et du MAS aux élections présidentielles dans les années 1970 contre Carlos Andrés Pérez (AD) - estimait qu'il s'agissait du premier soulèvement contre le FMI (cf. son témoignage dans un recueil - en espagnol - sur Hugo Chávez). Un point de vue à l'époque peu connu en Europe (mais publié par le journal espagnol «El País»). Plusieurs auteurs des textes cités en annexe considèrent que le Venezuela n'est certes pas le «paradis socialiste réalisé» et cherchent à analyser le processus en cours depuis 1998, sans pour autant donner dans le dénigrement systématique. A leur instar, il me semble donc plus judicieux de considérer - contrairement aux positions parues jusqu'ici dans PdG - que «le Venezuela de Hugo Chávez» (ndr: et d'après lui) «porte en lui des contradictions sociales et politiques pouvant déboucher aussi bien sur un approfondissement du processus révolutionnaire que sur un retour en arrière extrêmement préjudiciable pour l'avenir du peuple vénézuélien» (résumé Guillaudat/Mouterde). Mieux vaudrait donc ne pas, par une confusion regrettable entre politique et poker, d'emblée commencer par «jouer le cadavre»...

*Hans-Peter Renk,
Solidarités Neuchâtel*

LE POING



Alors que le rattachement à la CCT du secteur de la santé a constitué l'un des enjeux majeurs du conflit autour de l'hôpital de la Providence, le Conseiller d'État socialiste en charge de la santé, **Laurent Kurth**, a dénoncé son «manque de souplesse», et annoncé qu'il entendait geler les budgets des institutions de santé pour forcer les partenaires à renégocier une convention avant son terme en 2016. Qui a dit qu'un exécutif de gauche devait s'efforcer de renforcer celles et ceux qu'il est censé défendre?

LA ROSE



Après la dévastation blairiste, le parti travailliste britannique a eu de la peine à se remettre. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner la dynamique positive mise en place depuis l'élection d'**Ed Miliband** à la tête du parti il y a trois ans. Notre rose du mois lui revient pour son récent discours dans lequel il propose une augmentation des impôts des plus riches, un gel des prix de l'électricité et une reprise en main publique du sol.